

**M. Gray:** Ce qui importe, c'est que le gouvernement soit conscient de la gravité de la situation économique et de la situation de l'emploi . . .

**M. Stevens:** La faute à qui?

**M. Gray:** . . . et nous prenons des mesures tangibles, des mesures importantes comme celles visant à créer des emplois dont j'ai parlé il y a à peine une semaine et qui visent à remédier à la situation de façon concrète et efficace. C'est cela qui importe, madame le Président.

**M. Nielsen:** Toujours la même rengaine.

\* \* \*

### QUESTIONS OUVRIÈRES

#### L'ACCROISSEMENT DU NOMBRE DE MISES À PIED

**L'hon. David Crombie (Rosedale):** Madame le Président, ma question s'adresse également au ministre de l'Industrie et du Commerce. Il sait sans doute qu'un document interne du gouvernement signale que d'ici mars prochain, 175,000 Canadiens de plus seront sans travail. Le ministre sait sans doute également que ces mises à pied se produiront principalement en Ontario et au Québec. Le ministre pourrait-il au moins consulter les représentants du patronat et de la main-d'œuvre pour voir s'il n'est pas possible de pallier à ces mises à pied massives?

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, j'ai consulté les représentants du patronat et du salariat. Je suis certes disposé à le faire à nouveau pour échanger des idées sur les mesures à prendre. Mais la semaine dernière encore, nous avons déjà pris un certain nombre de mesures visant à remédier aux difficultés observées dans des secteurs qui sont très importants pour l'économie de l'Ontario et du Québec, plus précisément ceux des pièces d'automobile et des principaux appareils domestiques. Ces mesures ont certes été très favorablement accueillies par les représentants du patronat et du salariat.

\* \* \*

### LA SÉCURITÉ SOCIALE

#### ON DEMANDE D'ACCROÎTRE L'AIDE FINANCIÈRE ACCORDÉE AU TITRE DE L'ASSISTANCE SOCIALE

**L'hon. David Crombie (Rosedale):** Madame le Président, puisque le ministre chargé de la politique sociale est absent, je m'adresserai au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Elle n'ignore certainement pas que le gouvernement a parlé dernièrement de réduire l'aide financière qu'elle accorde aux provinces au titre de l'assistance sociale. Elle sait également que le groupe d'étude parlementaire sur le fédéralisme fiscal a recommandé à l'unanimité que le gouvernement fédéral paye aux provinces une proportion plus élevée des dépenses effectuées dans le domaine de l'assistance sociale à cause du ralentissement économique. Étant donné que 175,000 Canadiens de plus seront à la recherche d'un emploi au mois de mars, le ministre peut-il conseiller au gouvernement d'accepter la recommandation qui est appuyée par tous les partis représentés à la Chambre pour aider un peu ces personnes?

**L'hon. Monique Bégin (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Madame le Président, je tiens à remercier le

### Questions orales

député de me donner l'occasion de rectifier l'erreur très grossière que le *Star* de Toronto a commise à deux reprises en quelques semaines, à ma connaissance. Je pourrais envoyer au député une copie du telex que j'ai expédié immédiatement au *Star* de Toronto, dont le texte n'a malheureusement pas été publié. J'ignore l'origine de l'erreur.

Mon collègue sait bien qu'au Canada, toutes les sommes destinées à l'assistance sociale sont versées dans le cadre du PAS; elles comprennent toutes les prestations d'assistance sociale et tous les services sociaux dont le gouvernement fédéral paye 50 p. 100, soit 50 cents par dollar. Ces paiements ont non seulement été maintenus mais ils ont été augmentés de 19 p. 100 jusqu'à présent et l'année n'est pas encore terminée. Nous payons automatiquement la moitié de toutes les dépenses faites au titre de l'assistance sociale. Par conséquent, je puis assurer que non seulement nous maintenons le programme mais que nous le développons considérablement.

\* \* \*

● (1425)

### L'ÉCONOMIE

#### ON DEMANDE DE NOUVELLES MESURES POUR LUTTER CONTRE LE CHÔMAGE

**M. David Orlikow (Winnipeg-Nord):** Madame le Président, je m'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Dans les réponses qu'il a données aujourd'hui, il a tenté de faire croire que l'étude effectuée pour son ministère n'était qu'une étude parmi tant d'autres et qu'il était normal que différents économistes arrivent à des chiffres différents. En réalité, son propre directeur des données économiques a corroboré ces chiffres en disant qu'il est fort probable qu'il y ait 175,000 chômeurs de plus d'ici le mois de mars.

Madame le Président, le ministre sait pertinemment que ses collaborateurs sont les mieux placés pour évaluer l'incidence des programmes annoncés par le gouvernement—dont le ministre a parlé—et leur capacité de créer des emplois. Si ses collaborateurs eux-mêmes laissent entendre qu'il y aura 1,250,000 chômeurs au mois de mars, de toute évidence, ils n'ont pas une grande confiance dans ses programmes.

Cependant, étant donné qu'hier ou avant-hier les dix premiers ministres provinciaux ont demandé à l'unanimité au gouvernement fédéral de prendre immédiatement des mesures pour réduire les taux d'intérêt afin de stimuler l'économie, je voudrais savoir si le ministre ou d'autres porte-parole du gouvernement ont de nouvelles déclarations à faire au sujet du problème très grave qu'est le chômage?

**M. Fraser:** Oui ou non.

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, les commentaires rapportés dans les journaux étaient fondés sur des prévisions effectuées par des sociétés d'analyse du secteur privé, prévisions que tout le monde peut lire et analyser. Devant cette crise, juste avant la conférence des premiers ministres, nous avons annoncé l'entrée en vigueur de nouveaux programmes très importants conçus pour favoriser la création d'emplois et étalés sur deux ans. Par exemple, le secteur des pièces automobiles recevra 25 millions de dollars; un programme de l'ordre de 15 millions visera tout particulièrement à créer des emplois dans le secteur des gros appareils et un certain nombre de localités qui traversent de sérieuses